

«Les Belges au Congo sont beaucoup plus en danger que les autres expatriés»

LE RÉSUMÉ

Le mandat du président de la RDC **Joseph Kabila** expire lundi, mais ce dernier **s'accroche au pouvoir**.

Des centaines de Kinois sont descendus dans la rue pour exprimer leur colère, malgré l'interdiction de manifester.

L'armée quadrille Kinshasa, tandis que **les réseaux sociaux sont coupés ou filtrés dans tout le pays**.

Des guerriers Mai-Mai ont pris d'assaut la prison de Butembo, dans l'Est du Congo. Sept assaillants ont été tués.

VINCENT GEORIS

«Le pouvoir envoie des militaires dans tout le pays, nous sommes en état de siège.» Le député congolais Francis Kalombo, un ancien proche de Kabila en exil en France, suit minute par minute la situation en République démocratique du Congo (RDC). «La situation est très tendue. Le peuple est révolté. Il a en tête la fin du mandat du président, et c'est aujourd'hui. Il ne veut pas de troisième mandat.»

La tension continue à monter à Kinshasa, alors que le mandat du président Joseph Kabila expire lundi à minuit. La ville est quadrillée par l'armée. Dans tout le pays, les réseaux sociaux sont coupés ou filtrés sur ordre des autorités.

Malgré l'interdiction de manifester dans tout le pays, plusieurs centaines de personnes sont descendues dans la rue.

Des manifestations ont éclaté à l'université. «Il y a eu des échauffourées. L'armée a été envoyée pour mater les étudiants», explique une source présente à Kinshasa. *«Quelques hommes de la garde présidentielle se sont attaqués à résidence du député Franck Diongo (MLP, Mouvement lumbumbiste, opposition, NDLR). Des gens sont venus à son secours, maintenant la maison est cernée par la garde.»*

Kinshasa, qui compte environ douze millions d'habitants, peut basculer à tout moment. De nombreux magasins sont restés fermés et des rues, si souvent bondées, sont désertées. Les Kinois ont en mémoire la cinquantaine de victimes des manifestations en septembre dernier.

Les Belges en danger

«Pour l'instant, c'est calme. Mais cela peut dégénérer. Et là, tout le monde est en danger, les Congolais comme les étrangers. Les Belges présents au Congo sont beaucoup plus en danger

que les autres expatriés. Ils sont jetés en pâture par le pouvoir», poursuit Francis Kalombo. Il craint de voir l'armée se livrer à des exactions.

«Les militaires et les policiers sont mal payés. Ils pourraient profiter de la situation, cela peut dégénérer.»

Vendredi, le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders a appelé tous les ressortissants belges à quitter le pays dès que possible. Le même jour, une équipe de journalistes de la VRT avait été expulsée du pays. Jeudi, un C130 s'est vu interdire d'atterrir en RDC.

Les négociations dans l'impasse

Le gouvernement congolais, auquel s'est ralliée une partie de l'opposition, propose d'organiser les élections présidentielles en avril 2018. Le président Kabila excipe en effet de problèmes techniques, liés au recensement, et financiers pour organiser les élections.

La plus grande partie de l'opposition, dirigée par l'opposant historique Etienne Tshisekedi, exige le départ de Kabila. «Ils ne sont pas parvenus à organiser les élections en cinq ans. Vous pensez qu'ils y parviendront en un an et demi?» ironise Francis Kalombo.

Les négociations menées sous la médiation de la Conférence épisco-

pale nationale (Cenco) ont abouti à une impasse vendredi dernier. «Une réunion pourrait avoir lieu ce mercredi, ce qui expliquerait que l'opposition n'appelle pas à la manifestation», dit une source proche des négociations.

La peur des violences et des pillages motive aussi les Congolais à ne pas bouger de chez eux.

Neuf personnes tuées dans l'est

Des violences ont éclaté dans l'est du Congo. Des guerriers Mai-Mai ont pris d'assaut la prison de Butembo pour en libérer des prisonniers. Ils ont été repoussés par les forces de sécurité. Neuf personnes ont été tuées, dont un policier, un Casque bleu et sept attaquants. Les Mai-Mai sont des miliciens dirigés par un chef local. Plus de 80 personnes ayant tenté de manifester ont été arrêtées à Goma (est).

Le Congo n'a jamais connu de transition pacifique depuis 1960. La dernière guerre civile (1998-2002) a provoqué la mort et le déplacement de millions de personnes. Elle s'est propagée à neuf pays de la région, et impliqué une trentaine de milices.

«Les Belges sont jetés en pâture.»

FRANCIS KALOMBO
DÉPUTÉ CONGOLAIS